



Observatoire de l'Action Gouvernementale (O.A.G.) asbl

*Siège social : Bujumbura -Burundi * B.P.:3113 Bujumbura_Tél.:22 21 88 20*

E-mail:oag@telema.bi Site Web:www.oag.bi

**BURUNDI : Situation économique à la veille de la célébration
du cinquantième anniversaire de l'indépendance**

Bujumbura, juin 2012

Remerciements

Aux termes de la présente analyse, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale tient à remercier le consultant, Monsieur Gilbert NIYONGABO pour son apport très précieux dans l'élaboration de l'analyse portant sur « La situation économique du Burundi à la veille de la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance ».

Ses remerciements vont également à l'endroit de Monsieur Charles NIHANGAZA, lecteur indépendant.

Ses remerciements vont enfin à l'endroit de l'ONG « OXFAM » pour son appui financier qui a permis de réaliser ce travail.

Table des matières.

n°	Matière	Page
	Résumé exécutif	7
0.	Introduction	11
	Chapitre 1 : Le cadre macroéconomique et l'état de la production	13
1.1.	L'état de la production.....	13
1.1.1.	Durant les années 1960.....	13
1.1.2.	Cinquante ans après l'indépendance.....	16
1.2.	Le niveau des prix et l'équilibre extérieur.....	22
	Chapitre 2 : L'état de la gouvernance, le budget de l'Etat et la situation monétaire	25
2.1.	L'état de la gouvernance.....	25
2.2.	Le budget de l'Etat.....	18
2.3.	Mécanismes de financement et situation monétaire.....	26
	Chapitre 3 : La situation socio-économique : la population et les services de base	29
3.1.	L'état de la population.....	29
3.2.	L'état de la pauvreté et l'accès aux services de base.....	30
	Conclusion	34
	Recommandations	35
	Bibliographie	36

Résumé exécutif.

La situation économique actuelle n'est, certes, pas facilement comparable à celle prévalant il y a une cinquantaine d'années. Toutefois, à la veille de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance, il convient de jeter un regard sur les grands changements qui sont intervenus dans le domaine économique.

La présente étude propose une analyse rétrospective de la situation économique du Burundi existant à la veille du cinquantenaire de l'indépendance et présente trois points importants: le cadre macroéconomique et l'état de la production, l'état de la gouvernance et du budget de l'Etat ainsi que la situation socio-économique portant sur l'accès aux services et du pouvoir d'achat des populations.

Durant les années 60, la population se chiffre à 2,2 millions en 1960 ; elle est de 3,2 millions en 1965 soit des densités respectives de 86 et 123 habitants au km². A ce moment, il apparaît des progrès substantiels à tous les niveaux. La dépendance au café est perceptible avec 80% des recettes d'exportations mais en général la balance des paiements est excédentaire dès 1969 et la production du café atteint les 20 mille T en 1970 tandis que la production de coton graines est de 8,7 mille T et celle de coton-fibres 3,2 mille T ; le thé est à peine à 147 T tandis que pour le riz la production 7,5 mille T.

Au niveau de l'élevage et de la pêche, la production est également en augmentation avec des effectifs de porcins chiffrés à plus de 20 mille têtes, les bovins à 683 mille têtes en 1970 et les caprins à 489 mille. Quant à la pêche, elle a augmenté de manière sensible entre 1962 et 1970, celle artisanale était de 1 mille T et a donné 3,7mille T dès 1970, la pêche coutumière a donné 3,9 mille T puis 4 mille T sur la même période.

Au niveau de l'industrie, les industries extractives, celles manufacturières, la production de l'eau et de l'électricité sont toutes encore au début de leur exploitation. Les industries extractives concernent essentiellement du bastnaésite (300 T en 1970) et du cassitérite (65T en 1970). Les industries

manufacturières portent essentiellement sur la production de bière et des boissons gazeuses, l'industrie de la chaussure, celle des vêtements, la fabrication des articles en fibro-ciment, les travaux de génie civil et les fabrications métalliques. La production pour ces industries est dominée par les boissons, la bière produite est de 208 mille HI en 1970 ; la production des boissons gazeuses est de 33,7 mille HI en 1970 et l'industrie de la chaussure qui produit 459 mille paires en 1970. Les productions de vêtements et de produits en fibro-ciment augmentent aussi régulièrement, tandis que les industries de fabrication métallique en sont au début ainsi que les travaux de génie civil mais affiches des objectifs prometteurs.

Quant à la production de l'énergie et l'eau, elle est de 22,2 millions de KWh en 1970, la ville de Bujumbura qui en consomme l'essentiel est alimentée à partir de Bukavu en RD Congo, le site en recherche est celui de Mugere. La fourniture d'eau est faible et provient en grande partie du pompage dans le lac Tanganyika pour une consommation de 2,7 millions de m³ en 1970.

Cinquante ans après l'indépendance, l'économie burundaise est encore fortement dominée par des exportations de café et de thé, le coton cultivé dans la région d'Imbo semble disparaître petit à petit au profit des produits vivriers et cela par manque de prix rémunérateur au producteur suffisant, mais aussi suite à la fermeture de l'entreprise Cotebu qui consommait l'essentiel du coton produit.

Au niveau des produits vivriers, les évolutions sont faibles et il semble que leur production n'a pas du tout varié entre 2006 et 2010. Quant à l'élevage, des mesures sont prises pour encourager le repeuplement le cheptel disparu pendant les périodes de conflit et il y a des progrès en cours compte tenu des efforts du gouvernement et des bailleurs extérieurs.

La production nationale semble avoir faiblement varié durant cinquante années d'indépendance et cela est dû en grande partie à la forte augmentation de la population humaine. En 2012, la PIB pourra atteindre les 2 000 milliards et il faut noter que, en 2008, le recensement de la population humaine avait donné un chiffre de 8 millions habitants et à cette année là le revenu par habitant était de **173 000 Fbu** en termes nominaux soit près de

130\$US. Un niveau qui n'est pas loin des 100\$ de revenu par habitant de 1960.

Néanmoins, une répartition de la production par secteur montre que le secteur primaire reste le soutien de l'économie burundaise, bien que, avec le début des années 2000, le secteur tertiaire dominé par les services produit pour d'un tiers du PIB (600 milliards en 2011 et plus de 800 milliards pour le secteur primaire).

Malgré cette évolution lente de la production, l'économie burundaise est caractérisée par une instabilité des prix, de la balance des paiements et du déficit du budget de l'Etat. En effet, l'indice général des prix a pratiquement doublé entre 2004 et 2011 et il faut mettre en cause la forte hausse des prix en des produits alimentaires. Quant à la balance des paiements, le déséquilibre vient du fait que le Burundi exporte des biens pour plus de 100 milliards dont en grande partie le café et il importe pour plus de 500 milliards. La compensation se fait par des transferts unilatéraux aux secteurs privé et public (407 milliards en 2011) et par le mouvement des capitaux à court et à long termes, pour plus de 100 milliards chaque année. Dans cette configuration, le pays vit sous la dépendance du capital étranger. Par conséquent, il doit améliorer sans cesse l'environnement économique ; ce qui est loin d'être le cas.

En effet, le Burundi est classé 172^{ème} sur 182 pays en 2011 selon Transparency International, et avec rapport du Doing Business de 2012, publié en octobre 2011, le Burundi qui était classé 177^{ème} l'année précédente s'est placé à la 169^{ème} place consacrant les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption. Des efforts sont faits mais insuffisants si on doit comparer avec d'autres pays de la région, le Burundi reste le maillon faible et cela a des conséquences sur le Budget de l'Etat.

Dans les faits, le budget de l'Etat Burundais pour 2012 est de 1 211, 7 milliards de Fbu, il est financé à près 50% par les ressources intérieures, et 41% proviennent des dons avec un déficit de 9%. La situation de 2011 est

quasi similaire avec les 469,1 milliards de dons, plus de 50% de recettes totales, et le déficit global est à près de 9%.

En réalité, les grands projets de développement sont faits avec une forte participation des dons étrangers et il est fort à parier que la lutte contre la pauvreté reste dépendante de l'extérieur, ce qui à court terme, n'est pas en soi évitable mais la gouvernance doit s'améliorer pour rendre tous ces efforts efficaces.

0. Introduction

La situation économique du Burundi qui prévaut à la veille du cinquantenaire de l'indépendance est caractérisée principalement par un déséquilibre croissant de plusieurs indicateurs : l'insuffisance de la production dont la plus marquante est celle de l'énergie, le double déficit du budget de l'Etat et de la Balance des paiements consacrant une dépendance vis-à-vis de l'extérieur et enfin des conséquences prévisibles et nuisibles portant sur le niveau des prix et de la pauvreté des populations. Cette situation est contraire, à tous points de vue, à celle observée, il y a 50 ans, de part la petitesse de l'économie mais surtout au niveau de la perception de l'approche économique basée essentiellement sur l'équilibre économique.

Toutefois, des efforts faits dans le domaine de l'accès aux services de base, le niveau d'éducation, l'amélioration des services des soins de santé, l'accès à l'eau potable n'ont jamais atteint des niveaux aussi élevés qu'actuellement même en tenant compte de l'accroissement de la population.

La présente analyse porte sur la situation socio-économique du Burundi existant à la veille du cinquantenaire de l'indépendance et se présente en trois points essentiels : le cadre macroéconomique et l'état de la production, l'état de la gouvernance et du budget de l'Etat, la situation socio-économique portant sur l'accès aux services et du pouvoir d'achat des populations.

Chapitre 1 : Le cadre macroéconomique et l'état de la production

Le cadre macroéconomique de chaque pays est souvent réduit à des objectifs quantifiables alors que ceux-ci résultent d'une conjonction de facteurs de production aboutissant à un niveau de production donné. En général, quatre objectifs figurent dans l'agenda de toute politique économique, il s'agit de l'activité économique mesurée par la croissance économique ou le niveau de production atteint par rapport à celui des années passées, le niveau de l'emploi ou la baisse du chômage, l'équilibre extérieur et enfin la stabilité des prix. Comme celui-ci peut résulter de l'équilibre du budget de l'Etat et/ou des variables monétaires, il est coutume d'ajouter des objectifs portant sur la réduction du déficit budgétaire et de la masse monétaire sous contrôle de la banque centrale.

1.1. L'état de la production

1.1.1. Durant les années 1960.

Durant les années 60, la population se chiffre à 2,2 millions en 1960 et à 3,2 millions en 1965 soit des densités respectives de 86 et 123 habitants au km² (Lambert Y., 1971 et rapports de l'administration belge). Durant cette première décennie de l'indépendance, tous les indicateurs marquent des progrès sensibles. Ainsi malgré la forte dépendance vis-à-vis du café (80% des recettes d'exportations), la balance des paiements est excédentaire dès 1969 (BRB, 1970, p.27) ; la production du café atteint les 20 mille T en 1970, la production de coton graines est de 8,7 mille T et celle de coton-fibres 3,2 mille T ; le thé est à peine à 147 T tandis que pour le riz la production 7,5 mille T.

Au niveau de l'élevage et de la pêche, les effectifs augmentent régulièrement sauf pour les porcins chiffrés à une vingtaine de milliers de têtes, autrement les bovins ont atteint 683 mille têtes en 1970 soit une augmentation de 100 mille têtes en moins de cinq ans, les caprins sont de 489 mille la même année contre 411 mille en 1966 et les ovins sont comptés à 240 mille en 1970 contre 200 mille en 1967. Un simple calcul montre que chaque ménage peut disposer du bétail à commencer par le gros bétail

compte tenu des effectifs de la population humaine. Quant à la pêche, entre 1962 et 1970, on distingue la pêche industrielle, la pêche artisanale et la pêche coutumière. Les estimations de la production du Ministère concerné (BRB, 1970, p.17) sur le Lac Tanganyika montrent que la pêche industrielle a produit l'équivalent en poissons de 2,2 mille T en 1962 et 5,5 mille T en 1970, la pêche artisanale a produit 1 mille T et 3,7mille T entre les deux dates et la pêche coutumière a donné 3,9 mille T et 4 mille T sur la même période.

Au niveau de l'industrie, on distingue les industries extractives, celles manufacturières, la production de l'eau et de l'électricité ainsi que les constructions. Les industries extractives exploitent essentiellement du bastnaésite (300 T en 1970) et du cassitérite (65T en 1970) et des contrats en début portant sur le wolfram, ferbélite et le colombo-tantalite et des exploitation artisanales d'or (Bubanza). Les industries manufacturières portent essentiellement sur la production de bière et des boissons gazeuses, l'industrie de la chaussure, celle des vêtements, la fabrication des articles en fibro-ciment, les travaux de génie civil et les fabrications métalliques. La production pour ces industries est dominée par les boissons, la bière produite est de 208 mille HI en 1970, et a augmenté de 10% par rapport aux deux années précédentes, la production des boissons gazeuses est de 33,7 mille HI en 1970 et a augmenté de 10% en une année. L'industrie de la chaussure a produit 459 mille paires en 1970, et semble avoir quasiment sa production. Les productions de vêtements et de produits en fibro-ciment augmentent aussi régulièrement, tandis que les industries de fabrication métallique en sont au début ainsi que les travaux de génie civil mais affiches des objectifs prometteurs.

En ce qui concerne l'énergie et l'eau, la production est de 22,2 millions de KWh en 1970 contre 13,9 millions en 1962, la ville de Bujumbura qui en consomme l'essentiel est alimentée à partir de Bukavu en RD Congo, le site en recherche est celui de Mugere. La fourniture d'eau est faible et provient en grande partie du pompage dans le lac Tanganyika pour une consommation de 2,7 millions de m³ en 1970.

Quant à l'activité de construction, elle concerne quelques bâtiments comme la maison de la radio, l'Institut Technique Agricole de Gitega (devenu l'ITAB) ou la maternité de Ngozi. La BNDE finance les logements pour habitation et accorde des prêts immobiliers.

Pour l'essentiel, il convient de noter que la plupart des projets de développement en sont au début durant les années 60, au moment de l'indépendance et durant toute la décennie. Ils portent en général sur le secteur agricole, les usines et les plantations de thé, le coton, le riz, la recherche des gisements pour exploitations minières, le développement des infrastructures scolaires et routières. Pour ces dernières, il faut noter que les écoles ainsi que les routes sont rares ; le tronçon Bujumbura Bugarama existe depuis 1960, l'étude de la route nationale jusqu'à la frontière rwandaise passant par Kayanza comprenant le bitumage est terminée en 1970, l'étude de l'asphaltage de la route Muramvya-Gitega est à l'étude.

En fin de compte, jusqu'en 1970, au niveau économique, la situation semble être contrôlée avec cependant beaucoup de limitations d'accès quant aux infrastructures scolaires ou routières. Au niveau monétaire, très peu de gens disposent de comptes en banques et les crédits sont très limités, la monnaie circule essentiellement sous forme de billets et pièces. Les finances publiques accusent un équilibre et souvent même un excédent des recettes par rapport aux dépenses. En 1970, les opérations du budget ordinaire affichent des recettes de 2,05 milliards de francs et 1,92 milliards de dépenses qui semblent augmenter de 100 millions en moyenne chaque année depuis 1965. Les dépenses d'investissement (budget extraordinaire) s'élèvent à 118 millions en 1970, et sont financées par les recettes du Fonds Routier (16 millions), le fonds d'égalisation de l'OCIBU (37 millions), les avances de la BRB (6 millions), l'émission des bons du Trésor (27 millions) et les soldes des comptes disponibles en fin d'année précédente. Ceci marque une certaine limite de l'engagement de l'Etat eu égard aux projets de développement par manque de financement ou par manque de vision ou de programme de développement.

Cette recherche d'équilibre touche aussi la Balance des paiements où l'excédent atteint 290 millions de francs en 1970 et 67 millions une année

plus tôt. La balance des opérations est en déficit structurel, les importations des biens et services sont supérieures aux exportations, l'équilibre se fait en grande partie grâce aux transferts unilatéraux des institutions internationales appuyant l'Etat Burundais pour plus de 580 millions de francs comme l'ONU et ses différentes agences, la CEE ainsi que l'aide pour l'essentiel. En fin de compte, les réserves de change détenues en grande partie par la BRB, augmentent progressivement au rythme de variation de la Balance des Paiements.

1.1.2. Cinquante ans après l'indépendance.

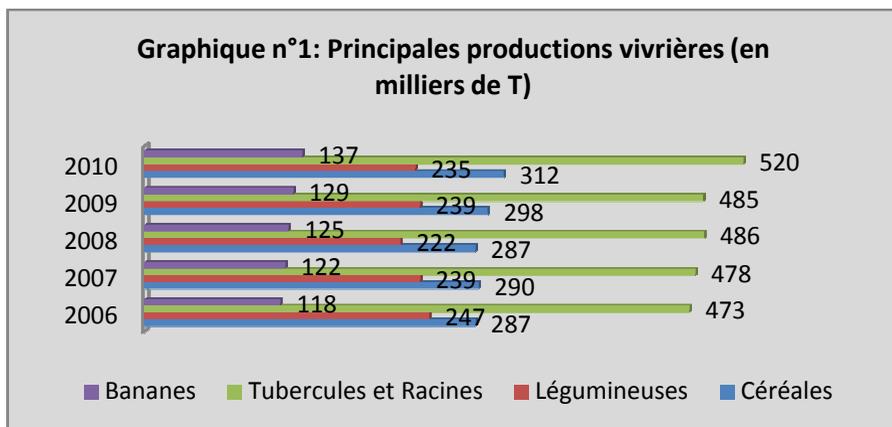
A la veille du cinquantenaire de l'indépendance du Burundi, la situation a certainement évolué de manière positive au regard de plusieurs indicateurs avec cependant beaucoup de situations de déséquilibres socio-économiques, de crises économiques ou même de chaos avec des conséquences nuisibles dont l'économie continue de souffrir. Pour l'essentiel de notre source de données, la BRB est la principale référence pour leur régularité (Rapport annuel, Bulletin mensuel) bien que d'autres sources existent comme celles des ministères ou de l'ISTEEBU.

Globalement, l'économie burundaise est fortement dominée par les exportations de café et de thé, les seuls produits à avoir survécu de longues années alors que le coton cultivé dans la région d'Imbo, avec une production moyenne de 5 mille Tonnes en 1962, a progressivement disparu sur le territoire national pour être remplacé par des cultures vivrières. Le café, rapportant plus de 80% de recettes des exportations a survécu des années d'instabilité politique et économique marquée par la baisse des cours et des prix payés aux producteurs. C'est grâce à plusieurs réformes même en cours que ce produit a tenu. Cependant, au niveau de la production, l'évolution montre une stagnation de production nationale liée à l'équilibre fragile de la rémunération et du coût de la vie : en 1962, la production était 13 mille T et il faut attendre 1970 pour atteindre les 20 mille T pour une rémunération au producteur comprise entre 35 et 36 Fbu par kg de l'époque soit 0,42 \$USⁱ équivalents à 588 Fbu actuellement au taux de 1,400 Fbu pour un dollar. Hormis les campagnes exceptionnelles de 1974/75 et 1981/82, la production s'est toujours située autour de 20 mille T, et durant

les années 90 et 2000, la production va même diminuer de près de 50%. La campagne 2011/2012 a produit 19,2 mille T et les productions les plus faibles sont de l'ordre de 9 mille T en 2009/2010 et 10,4 mille T en 2007/08 (BRB, Bulletin mensuel, Décembre, 2011).

Au niveau de la production théicole, il faut noter que des progrès énormes ont été réalisés, en 1970, la production était de 147 T et ce produit avait moins d'importance dans l'économie que la production du coton (3,252 T), du riz (7,500 T de paddy) ou de la pêche (13,290 T) à la même période selon le rapport annuel de la BRB (1972). En 1975, à la faveur de l'implantation et de l'extension des usines à thé et de la rémunération croissante, la production s'accroît, elle atteint 787 T en 1975, puis 2229 T en 1981 et en 2011, la production de thé sec a atteint les 8,817 T pour une valeur de 29 milliards de Fbu (BRB, Bulletin mensuel, Décembre 2011).

Au niveau de la production des principaux produits vivriers, les estimations du MINAGRIE et de la FAO reprises dans le Rapport Annuel de la BRB (2010) font état d'une production, en milliers de Tonnes, qui évolue comme suit :



Source : BRB, Rapport annuel, 2010, p.11

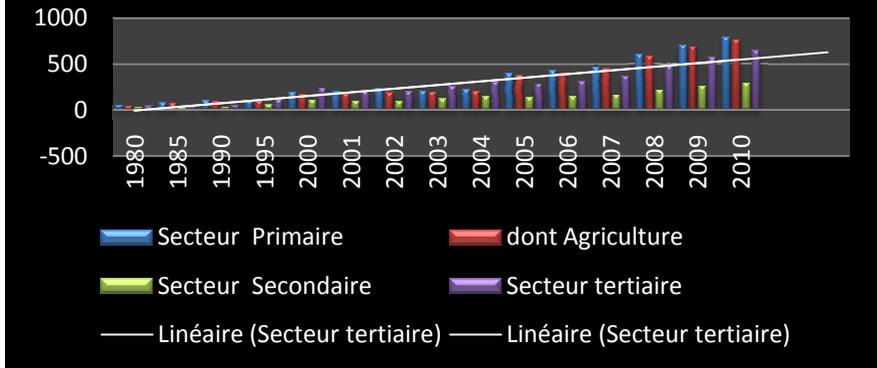
Parmi les quatre catégories de produits vivriers présentés, leur production semble avoir stagné dans le temps entre 2006 et 2010, avec une croissance

faible des tubercules et racines, des céréales et des bananes, estimée à près de 5%, en même temps la baisse de la production des légumineuses atteint parfois les 7%. A ces produits, on peut aussi y ajouter la production du riz qui a atteint les 83,019 T en 2010 contre 78,432 T en 2009, mais a baissé en 2011. Au niveau de l'élevage, des réformes sont en cours en vue de repeupler le cheptel qui a disparu pendant les périodes de conflit. Ainsi, une progression se fait sentir grâce aux efforts du gouvernement et des bailleurs, on recense en 2010 près de 586,242 bovinsⁱⁱ (BRB, op.cip.12).

Tableau n°2 : Produit Intérieur Brut en Milliards de Fbu					
Produit Intérieur Brut	2006	2007	2008	2009	2010
Secteur Primaire	427	463	603,6	701,3	790,4
<i>(dont Agriculture)</i>	399,8	451,1	581,5	685,6	760,7
Secteur Secondaire	144,6	162,5	213,4	256,6	290,6
Secteur tertiaire	310,3	364,1	478,3	573,5	645,2
PIB aux prix du marché	946,4	1060,1	1386,2	1637,1	1843,9
Croissance (variation en %)	5,2	3,6	4,5	3,5	3,9

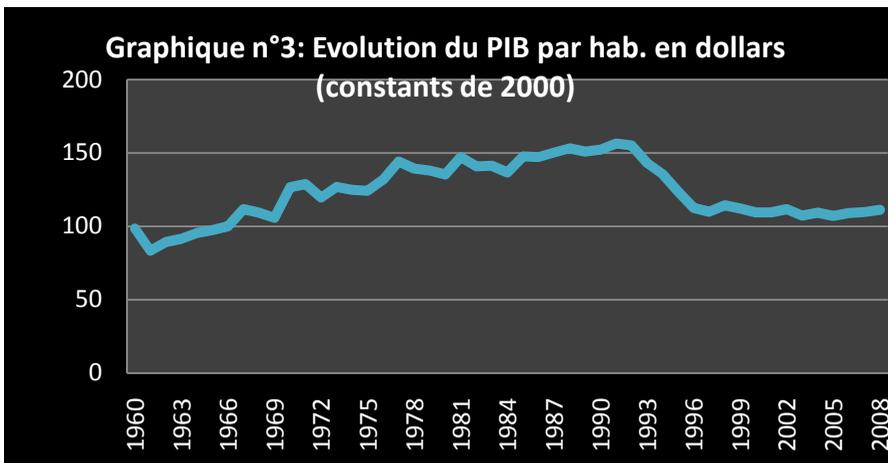
Source : BRB, Rapports annuels, 2010 et 2005.

Graphique n2: Rpartition du PIB par secteur (de 1980 2010)



Du point de vue global, la production s'est accrue de moins de 5% en moyenne annuelle, et la production nationale de 2012 pourrait être estimée à près de 2 000 milliards de PIB global si le même rythme est maintenu. En 2008, le recensement de la population humaine avait donné un chiffre de 8 millions habitants et à cette année là le revenu par habitant était de **173 000 Fbu** en termes nominaux soit près de 130\$US. Cependant, les chiffres de la Banque Mondiale montrent l'évolution suivante compte tenu de l'inflation:

Graphique n°3: Evolution du PIB par hab. en dollars (constants de 2000)



Source : Banque Mondiale, *African Development Indicators*, 2009.

De ce graphique n°3 et même en se référant au graphique n°2, il y a lieu de constater que la répartition du produit national par habitant n'a guère augmenté, à l'exception de la période 1970-1992, où le revenu a quasiment atteint les 160\$ par habitant, soit le double de ce qu'il était en 1961. Avec la même croissance annuelle, le revenu aurait doublé dans les trente années suivantes pour atteindre les 320\$. Malheureusement, la période suivante est marquée par une baisse de croissance durant toute la décennie de 90 et même le début des années 2000.

Au niveau de la répartition de la production par secteur, le secteur primaire (dont principalement l'agriculture) reste le soutien de l'économie burundaise et cela jusqu'à la fin des années 90. Au début des années 2000 et jusqu'à maintenant, on assiste à une montée fulgurante du secteur tertiaire dominé par les services qui dépassent les 600 milliards en 2011 en termes de revenu pour plus de 800 milliards du secteur primaire.

A ce rythme, il est à prévoir que le secteur tertiaire dominera l'économie burundaise. Quant au secteur secondaire, il est sans doute à la traîne et reste dominé par quelques industries qui, à peine, produisent pour moins de 300 milliards en moyenne annuelle entre 2000 et 2011.

La production des principales industries se présente comme suit :

Tableau n°3 : Production des principales industries burundaises.

	2010	2011	Variation en %
Produits des industries alimentaires			
Bière Primus (HL)	1 193 312	1 253 805	5,07
Bière Amstel (HL)	471 927	494 959	4,88
Boissons gazeuses (HL)	319 937	331 899	3,74
Sucre (T)	18 937	20 688	9,25
Huile de Coton (L)	26 501	43 555	64,35
Cigarettes (en milliers d'Unités)	457 825	510 350	11,47

Produits des industries chimiques			
Peinture (T)	543	613	12,93
Oxygène (m3)	33 481	47 878	43
Films en polyéthylène (Kg)	1 588	-	-100
Savons de toilette (Kg)	217 921	236 314	8,44
Savons de ménage (Kg)	5 200 956	8 531 600	8,44
Mousse	16 974	32 646	92,33
Casiers en plastique (unité)	393 235	322 447	-18,00
Matériaux de construction			
Tubes PVC (Kg)	143 152	174 179	21,67
Profilés (Kg)	39 120	27 697	-29,2

Source : BRB, Bulletin mensuel, Décembre 2011.

Comme présenté dans le tableau n°3, il ressort de ce tableau que la production industrielle au Burundi est largement dominée par les bières, les boissons gazeuses et le sucre dont les productions s'estiment à plus de 1,7 millions de HI pour les bières (prises ensemble), plus de 330 mille HI pour les boissons gazeuses ; tandis que la production du sucre atteint les 20 mille tonnes. D'autres productions sont de moindre importance et n'arrivent pas à couvrir les besoins nationaux. En conséquence, le pays est obligé d'importer pratiquement tous les produits transformés.

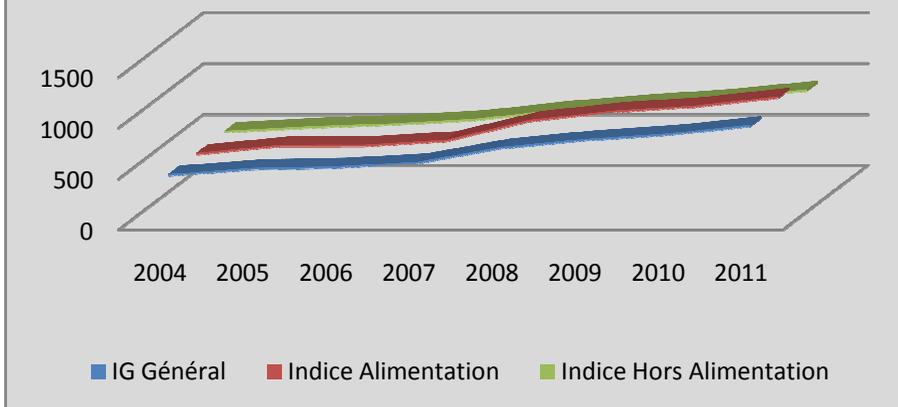
La conséquence visible est le déséquilibre croissant entre la production et la consommation des biens et services est hausse du niveau général des prix. A cela, il est possible aussi d'ajouter le déséquilibre extérieur dû en grande à l'insuffisance de la production et des exportations burundaises.

1.2. Le niveau des prix et l'équilibre extérieur

Même s'il est difficile de recenser tous les produits et le niveau de leur de production, il n'est pas compliqué de constater que tel ou tel produit manque, soit insuffisamment produit ou que sa demande est croissante. Le niveau des prix renseigne sur les écarts possibles constatés entre la production et la consommation. Par ailleurs, en cas d'excédent de production, celle-ci est exportée alors qu'en cas de pénurie, il faut compenser par les importations.

Tout au courant de l'année 2011 et même en début de 2012, l'indice général des prix a continué à croître de manière sensible, atteignant même une hausse de 14,9% par rapport à l'année précédente, au dernier trimestre de l'année 2011. L'indice des prix portant uniquement sur les produits alimentaires a augmenté de plus de 16,9% au même trimestre faisant ressentir une carence de produits alimentaires (BRB, Bulletin mensuel ou Indicateurs de Conjoncture Décembre 2011). Les produits concernés par une forte augmentation des prix sur la période allant de décembre 2010 à décembre 2011, sont le riz avec une hausse de 65%, l'huile de palme (18,7%), le ndagala (24,3%), le sucre cristallisé (38,3%), le manioc sec-inyange (25,2%). En prenant l'année 1991 comme année de base (100%), l'indice des prix évolue comme suit jusqu'en 2011 :

Graphique n2: Evolution de l'indice des prix



Comme il ressort de ce graphique, l'indice général a fortement augmenté et les prix ont pratiquement doublé depuis 2004 ; en cause, la forte hausse des prix des produits alimentaires. A la fin de l'année 2011, et par rapport à l'année précédente, le niveau général des prix (moyenne annuelle) a augmenté de 8,5% et de 9% pour l'ensemble des produits alimentaires, bien qu'une analyse trimestrielle fasse sentir une hausse plus grande. En conclusion, la hausse des prix influencée par celle des produits alimentaires continue rendant la vie de plus en plus chère, bien que celle des produits non alimentaires comprenant le logement, l'habillement, les services médicaux, les télécommunications et bien d'autres.

Au niveau des échanges avec l'extérieur, la situation se présente comme suit :

Tableau n°2: La Balance des règlements (en milliards de Fbu)



La balance des règlements qui comprend deux parties, la balance des opérations courantes (BOC) et celle des opérations courantes montre que les échanges du Burundi avec l'extérieur sont déficitaires. En effet, le pays exporte des biens pour plus de 100 milliards dont en grande partie le café (près de 80 milliards), le thé (plus de 20 milliards) et les produits manufacturés des industries locales (moins de 10 milliards), il importe pour plus de 500 milliards. En conséquence, l'équilibre se fait soit par des transferts unilatéraux aux secteurs privé et public (407 milliards en 2011) et par le mouvement des capitaux à court et à long termes, pour plus de 100 milliards chaque année.

En conclusion, la balance des règlements montre que l'économie burundaise importe plus qu'elle n'exporte et qu'elle fait face au déséquilibre structurel avec l'extérieur. La balance courante est en déficit constant et la compensation se fait par l'apport des capitaux étrangers en général sous forme de dons que d'emprunts.

Chapitre 2 : L'état de la gouvernance, le budget et la situation monétaire

2.1. L'état de la gouvernance

La gouvernance figure parmi les grands défis de l'économie burundaise à la veille du cinquantenaire de l'indépendance. S'il faut se rappeler que le Burundi figurait parmi les modèles à suivre en Afrique en 1992, selon les rapports de la Banque Mondiale et du FMI, dans le sens de la bonne gestion économique. Le conflit de 1993, consécutif au coup d'Etat, et amplifié par la fragilisation de toutes les institutions politiques a certainement déclenché la mauvaise gestion économique. Toutefois, malgré la reprise des activités économiques et la stabilisation politique consacrée par des élections à tous les niveaux et cela depuis 2005, le pays a du mal à se rappeler de ses périodes de bonne gestion qui faisaient sa fierté. De multiples indicateurs et diversifiés de gouvernance dans leurs analyses ont régulièrement classé le Burundi parmi les deux derniers pays à être mal géré.

Selon Transparency International (2010), l'indice de perception de la corruption (IPC) classe le Burundi à la 170^{ème} place sur 178 pays, le Tchad, le Soudan et la Somalie, étant les tout derniers en Afrique. En 2011, le Burundi était 172^{ème} sur 182 pays, ce qui ne peut être considéré comme une progression. Cependant, selon le Doing Business 2012, publié en octobre 2011, le Burundi qui était classé 177^{ème} l'année précédente s'est placé à la 169^{ème} place consacrant les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption. De manière plus détaillée, les fruits récoltés proviennent du paiement des taxes et des impôts, imputables aux réformes de l'OBR (Office Burundais des Recettes), et de la protection des investissements, des mesures en cours promues par l'Agence de Promotion des Investissements.

Malgré tous ces efforts devant pousser le Gouvernement à être autonome, le fonctionnement et les investissements restent à la merci des bailleurs extérieurs. Le Burundi n'est pas, cinquante ans après l'indépendance, capable de faire face à ses engagements sans les appuis étrangers. Le

Budget de l'Etat en est lui-même très dépendant pour près de 50% des ses recettes.

2.2. Le budget de l'Etat.

Le budget de l'Etat Burundais pour 2012 est de 1 211, 7 milliards de Fbu, il est financé à près 50% par les ressources intérieures et près de 41% par les dons ; il comprend aussi un déficit de 9%. La situation de 2011 est quasi similaire : le budget était de 1026 milliards de Fbu dont 469,1 milliards de dons, soit plus de 50% de recettes totales et de 457, 8 milliards de recettes courantes (44,5%) et il comprenait un déficit global avec de dons de 98,8 milliards (près de 9%). Les budgets des années précédentes sont dans une configuration similaire : le budget augmente considérablement et les écarts se font de plus en plus sentir entre les recettes et les dépenses.

En effet, de 30,9 milliards en 2006 de déficit, celui-ci a atteint un niveau élevé de 126 milliards en 2009, et semble se stabiliser à près de 90 milliards entre 2010 et 2012.

Le deuxième constat est que le budget augmente régulièrement et a tendance à dépasser le rythme de la croissance économique dont il dépend. En 2006, les recettes hors dons étaient de 183 milliards de Fbu, elles ont atteint les 400 milliards en 2010, 457 milliards en 2011, et il reste à savoir si elles dépasseront les 600 milliards en 2012.

Enfin, il convient de constater que les dons de plus en plus élevés consacrent une dépendance du budget de l'Etat aux donateurs extérieurs, mais en plus, les dons sont de plus en plus orientés vers les dépenses en capital. En effet, si entre 2006 et 2010, les dons étaient de plus de 100 milliards en moyenne annuelle, les dépenses se faisaient presque dans les mêmes proportions. Cependant, le budget de 2011 comprend 469 milliards de dons, dont 286,9 milliards de dons ou appuis budgétaires et le budget de 2012 ne prévoit que 87,5 milliards de dons budgétaires pour 411 milliards de dons projets.

En conclusion, les recettes courantes financeront les dépenses de fonctionnement de plus en plus élevées, comprenant les salaires qui

s'élèvent actuellement à près de 300 milliards, le financement des investissements reste donc sous la dépendance totale des financements étrangers. Cette situation de déficit budgétaire ou de carence de fonds affecte sans nul doute l'équilibre monétaire.

2.3. Mécanismes de financement et situation monétaire

Pour contrôler la création monétaire, l'Etat Burundais doit d'abord maîtriser ses dépenses. Or, les budgets de 2011 et de 2012 montrent que les salaires s'élèvent à plus de 50% des recettes et que les dons promis s'orientent vers les projets. Il se pose alors un problème de financement, d'une part des dépenses de fonctionnement exigeant un recouvrement des recettes et d'autre part des dons qui sont souvent assujettis aux mécanismes de bonne gestion. C'est dans ce cas de figure que l'Etat recourt aux emprunts.

La dette extérieure a sensiblement diminué grâce à la remise d'une dette de 833 millions de dollars américains en 2009 et s'est désormais stabilisée à près de 555 milliards compte tenu des tirages plus ou restreints et des réévaluations. Cependant, au niveau de la dette intérieure, malgré les réformes visant le développement du marché des titres du Trésor et la capacité de financement à court terme de l'Etat, celui-ci doit se faire financer par la BRB surtout fin d'année. Ainsi, la dette intérieure estimée à 429 milliards en 2010 et à 528 milliards en décembre 2011, comprenait plus de 100 milliards d'obligations et bons de Trésor et les avances de la BRB ont dépassé depuis 2009 les 200 milliards. Cette situation de la dette publique intérieure pèse sur le financement de l'économie, car plus de 300 milliards empruntés auprès du système financier national réduisent les moyens financiers destinés au secteur privé. En conséquence, les taux d'intérêts débiteurs appliqués par les banques (sur les crédits) sont élevés et se situent, en moyenne, à 15,9% en 2010 et à 15,3% entre décembre 2011 et Février 2012 selon les bulletins mensuels de la BRB. Le coût du crédit pèse lourd sur les prix et serait l'une des causes de l'inflation actuelle. Il sera alors difficile de poursuivre l'objectif d'un taux d'inflation à moins de 10 %, si la banque centrale ne contrôle pas l'accroissement la masse monétaire de manière proportionnelle à la production nationale.

Le cas extrême le plus grave serait la pénurie de liquidités, comme il semble être le cas aujourd'hui (le 06 juin 2012), la BRB n'arriverait pas à être le prêteur en dernier ressort, s'il n'arrive pas à fournir la liquidité requise aux banques de second rang ! La BRB viendrait au secours de l'Etat par l'achat des bons de Trésor ou par les avances alors que la banque centrale doit fournir la liquidité aux banques commerciales.

En conclusion, on peut se poser la question de savoir si la situation budgétaire et monétaire peut permettre de respecter les critères de convergence convenue au sein de l'EAC. En effet, le protocole portant sur l'union monétaire devait être réalisé dès 2012, et la convergence économique et monétaire semble être un préalable puisque même l'échéance de 2015 est encore proche. Au moins les quatre conditions doivent être respectées de manière stricte dans ce que l'on appelle les critères primaires entre 2007 et 2015:

- Déficit global du Budget n'excédant pas 6% du PIB;
- Déficit global du Budget y compris les dons n'excédant pas 3% du PIB ;
- Inflation annuelle maximale de 5% ;
- Réserves de change d'au moins 4 mois d'importation de biens et services.

Cette période comprend deux phases, et ces conditions devraient être atteintes dès 2010 puisque la période 2011-2014, les objectifs sont plus relevés : déficit de 5% (et 2% comprenant les dons), inflation maximale de 5% et 6 mois d'importation en termes de réserves.

Chapitre 3 : La situation socio-économique : la population et les services de base

3.1. L'état de la population

Compte tenu de la faible augmentation de la production et la demande croissante des biens de consommation, la pauvreté a tendance à s'accroître touchant en grande partie les populations rurales. En effet, le recensement de la population faite en 2008 a permis d'établir une répartition sur tout le territoire. En effet, la densité globale de la population est estimée à 310 habitants au km² et figure parmi les plus élevées. Cependant, cette densité n'est pas la même, la plus élevée s'observe dans les provinces du Nord, notamment, à Kayanza 474,7 habitants au km² avec un taux de pauvreté élevé (75% ; Ngozi et Kirundo avaient des niveaux proches selon le QUIBB, 2006)ⁱⁱⁱ. Cependant, la pauvreté nationale était de 66,9% et le CSLP-II (2012) donne très peu de détails sur de possibles améliorations.

En outre, il convient de constater que, entre 1979 et 2008, le taux d'accroissement démographique annuel moyen est resté constant : 2,5 % en 1979 et 1990 puis 2,4 % après. Toutefois, la population urbaine s'est accrue de 5 % en moyenne par an. Il existe donc des disproportions élevées entre diverses provinces, avec des provinces faiblement peuplées comme Cankuzo (116,5 habitants au km²) et d'autres plus peuplées.

Par ailleurs, une répartition de la population par sexe et par âge montre que la population burundaise est très jeune, 45% ont moins de 15 ans et 50% de la population a 16,5 ans selon le Recensement (RGPH, 2008). L'impact évident est la forte dépendance vis-à-vis des parents et des structures publiques que ce soit pour la scolarisation que pour les soins médicaux.

Les disparités par sexe ne sont pas élevées, puisque pour les 8 053 574 habitants, 49,2% sont des hommes et 50,8% sont des femmes (50,8%). La majorité habite également en milieu rural puisque seuls 10,1 % résident dans les centres urbains. Les effectifs des ménages ordinaires sont estimés à 1,69 millions soit en moyenne 4,7 personnes par ménage. De 1979 à

2008, le taux d'accroissement annuel moyen est presque resté constant, passant de 2,5 % en 1979 et 1990 à 2,4 % entre 1990 et 2008.

En conclusion, la population burundaise est relativement très jeune et cela depuis le recensement de 1979 et depuis 2008, le constat est que la majorité de la population a moins de 17 ans.

3.2. L'état de la pauvreté et l'accès aux services de base

La situation socio-économique actuelle classe le Burundi parmi les dix pays les plus pauvres au monde selon les rapports du PNUD (IDH) ou de la Banque Mondiale. Il faut certes mettre en cause la période d'instabilité politique qui a fait le PIB diminuer de 3% après 1993 et cela jusqu'en 2001, quelques années avant la signature des accords d'Arusha. Toutefois, il convient de noter qu'après la mise en place des réformes économiques en 1986, la croissance économique atteint les 3 % de moyenne annuelle et cela jusqu'en 1992 dépassant celle de la population. Le taux de pauvreté augmente donc pendant la période de guerre et en 2006, elle touche 66,9% de la population en majorité rurale (68,9% selon le QUIBB, 2006). Au niveau sanitaire et scolaire, la situation devient de plus en plus fragile.

En effet, il faut noter que la mesure de gratuité des soins maternels et infantiles a permis d'avoir des améliorations même si les niveaux de morbidité et de mortalité sont élevés et cela à trois niveaux : au niveau de la santé maternelle et néo-natale ; au niveau des enfants de moins cinq ans ; et au niveau des maladies transmissibles et non transmissibles. Au niveau de la santé maternelle et néo-natale, et selon le RGPH (2008), la mortalité maternelle était de 1.100 pour 100.000 naissances vivantes entre 2000 et 2007 et était estimée à 886 pour 100.000 naissances en 2008.

La mortalité néonatale était également élevée mais les chiffres ne sont pas bien connus. Les données du PNSR font état d'un taux de mortalité néonatale de 21,3 pour 1000 naissances vivantes en 2005 et de 7,2 pour 1000 en 2008. Cette évolution reflète une amélioration de la qualité des services obstétricaux mais se limite uniquement aux naissances qui surviennent dans les structures de soins. Selon l'évaluation du PNDS 2006-

2010, grâce au concours du programme national de santé de la reproduction (PNSR), la mortalité maternelle et néonatale a marqué des progrès appréciables et le taux moyen d'accouchements assistés en milieu de soins a même augmenté. Il a été estimé à 56,2% en 2008 et de 56,3% en 2009 alors qu'il était de 22,9% en 2005 (PNSR, 2008). Certaines provinces ont même atteint la cible de 70% pressentie pour 2015.

Au niveau des enfants de moins de 5 ans figurent parmi les catégories les plus touchées par des maladies et la mortalité. Ainsi, la mortalité infantile était de 101 décès pour 1000 naissances vivantes en 2000 et de 114 en 2007 (RGPH, 2008). Pour faire face à ces niveaux de morbidité et de mortalité élevés, le taux de couverture vaccinale a été maintenu à plus de 90% pour les principaux antigènes.

Selon les données de l'EPISTAT (2009), la morbidité et la mortalité enregistrées dans les structures de santé restent élevées chez les enfants et les jeunes. Les nouveaux cas de maladies enregistrés touchent 70% des enfants de moins de 15 ans dont 59% ont moins de 5 ans. Les pathologies concernées sont entre autres le paludisme qui touche 74% des cas, la pneumonie qui vient en second avec 22,4% puis la diarrhée et enfin les infections de l'oreille, la malnutrition et la tuberculose qui surviennent moins fréquemment.

Au niveau des maladies transmissibles et non transmissibles constituent un grand ensemble de pathologies qui accroît la morbidité et la mortalité. Elles portent sur des maladies infectieuses qui sont les plus prévalentes, les épidémies comme le choléra, la dysenterie bacillaire et la méningite. D'autres maladies apparaissent sous un mode endémique comme le paludisme, les IRA, le VIH/SIDA, la tuberculose, et les parasitoses intestinales.

Selon le rapport du PNDS (2006-2010), il y a des progrès remarquables notamment au niveau de la lutte contre le paludisme grâce au nouveau traitement à base d'artemesinine et des campagnes de prévention axées sur la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide privilégiant les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. La lutte contre la

tuberculose a connu des progrès avec une baisse sensible avec des chiffres qui sont passés de 343 cas sur 100.000 habitants en 2006 à 84 cas sur 100.000 habitants en 2008. Cette diminution est plus remarquable pour la tuberculose avec microscopie positive qui passe de 147 cas à 44 pour 100.000 habitants.

En fin de compte, plus de 80% des ménages au moins vivent à près de 5 km d'un centre de santé, bien qu'il y ait des disparités remarquables au niveau de quelques provinces et même si il y a des progrès au niveau des infrastructures, le faible pouvoir d'achat des ménages et du coût élevé des soins de santé fait que tout le monde ne peut être soigné. Le prix des services de santé au cours d'un mois par personne est estimé à 3.000 Fbu en milieu rural. En milieu urbain, il est estimé à 6.700 Fbu en moyenne. Cependant, en mairie de Bujumbura, il est estimé à 8.000Fbu.

Au niveau de l'éducation, il y a eu une amélioration de l'accès bien que subsistent l'alphabétisation des adultes qui entrave le processus de développement et dans une moindre mesure la qualité de l'enseignement. Les niveaux de scolarisation ont augmenté ces dix dernières années, il faut noter que la plupart des Burundais ne sont pas formés : 69,5% de la population n'ont aucun diplôme tandis que seuls 26,1% ont le certificat d'école primaire et 1,9% le niveau des humanités. Les réformes récentes appuyées par la mesure de gratuité des frais scolaires à l'école primaire ont entraîné un accroissement rapide des taux de scolarisation et d'alphabétisation. En effet, entre 2004/05 et 2009/10, les effectifs ont augmenté de 40% à l'école primaire, de 80% au secondaire général et pédagogique tandis que l'enseignement supérieur a vu les effectifs d'étudiants augmenter de 99% grâce au développement de l'enseignement supérieur privé.

Cependant, malgré ces développements récents, il existe des obstacles qui ralentissent la scolarisation: il s'agit entre autres du taux très élevé de redoublement au primaire, du faible taux d'achèvement (46% en 2009-2010), du taux élevé d'abandon en 1^{ère} année (10% en 2009-2010). Par conséquent, plus de 50% des enfants qui commencent l'école primaire ne terminent pas le cycle ou mettent plus de 6 ans à le terminer. D'autres

problèmes subviennent et sont liés à l'insuffisance des infrastructures scolaires, ce qui réduit la qualité de l'enseignement. En effet, malgré l'augmentation des écoles, le ratio élèves/SDC est trop élevé (82 élèves par classe en 2009-2010) et entrave la qualité de l'enseignement. En outre, la faible qualité de l'enseignement provoque les redoublements (35% au primaire), aggrave l'engorgement des classes et entrave les inscriptions en 1^{ère} année. Par contre au niveau des disparités filles/garçons, l'indice de parité est satisfaisant au primaire (0,99), mais est encore faible au niveau secondaire général et pédagogique (0,73), et dans les écoles secondaires techniques et professionnelles (0,52%).

Au niveau de l'enseignement supérieur, l'indice est de 0,33 à l'Université du Burundi, et 0,75 dans le privé. On observe aussi des disparités au niveau régional (entre provinces et communes) ; pour une moyenne, au niveau supérieur, d'un étudiant pour 312 habitants, on trouve un étudiant pour 4.500 dans la province la moins scolarisée, et un pour 640 dans la province la plus scolarisée (RGPH, 2008).

En fin de compte, les indicateurs d'accès de 2000 à 2009 au primaire montrent que le TNA et TBA ont atteint leurs maxima entre 2007-2008, grâce aux mesures de gratuité des frais scolaires, permettant de prévoir que l'âge moyen de scolarisation au primaire va redescendre à 7-12 ans, au lieu de 8-14, puisqu'il n'y a plus d'enfants très âgés qui entrent en 1^{ère} année.

Conclusion

La situation socio-économique actuelle fait que le Burundi vit dans une dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure alors que la gouvernance n'est pas bonne. En dehors de financements suffisants pour faire face aux besoins de développement, le pays vit dans une situation de pauvreté extrême, touchant près de 66% de la population. La croissance économique souhaitée à travers les documents du CSLP-II (2012-2015 et la vision de 2025, ne pourra pas être atteinte que s'il y a des progrès considérables en matière de gouvernance ou de lutte contre la corruption. Cependant, quelques améliorations ont eu lieu dans le domaine sanitaire, dans le domaine éducatif et les infrastructures grâce aux soutiens étrangers. Au niveau macroéconomique, les défis permanents restent le déficit budgétaire, l'inflation, stabilité monétaire et l'équilibre extérieur.

En fin de compte, avec une croissance économique faible (moins de 5%) et une inflation élevée (plus de 9%), les objectifs de réduction de la pauvreté restent soumis à caution dans le moyen terme. A long terme, il y a eu lieu d'espérer que les investissements faits dans les domaines scolaires et sanitaires pourront porter leurs fruits.

Recommandations.

Compte de la situation socio-économique actuelle que vit le Burundi, il est recommandé qu'il respecte les engagements pris dans le cadre de l'EAC à savoir, un déficit global du Budget n'excédant pas 6% du PIB; Inflation annuelle maximale de 5% et des réserves de change d'au moins 4 mois d'importation de biens et services.

En outre, pour faire face aux défis de croissance et de lutte contre la pauvreté, le pays doit s'ouvrir au capital étranger en améliorant le climat des affaires.

ⁱ Le taux de change était de 1,75 Fbu pour 1 Franc Belge et 1\$US= 86 Fbu selon le Rapport de la BRB (1967).

ⁱⁱBRB, op. cit. p.12

ⁱⁱⁱ Le Recensement de 2008 ne permet pas de faire des estimations de pauvreté monétaire.

Bibliographie

- 1) Banque Mondiale, ***African Development Indicators***, 2009.
- 2) BCR, ***Recensement Général de la Population Humaine***, 2008.
- 3) BRB, ***Rapports annuels***, 1967, 1970, 1975, 1980, 1995, 2000, 2005, 2010.
- 4) BRB, ***Bulletin mensuel***, Décembre, 2011.
- 5) BRB, ***Bulletin mensuel***, Février, 2012
- 6) CURDES, ***Cahiers du CURDES*** n°11, 12 et 13.
- 7) République du Burundi, ***Cadre Stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté, CSLPII***, Janvier, 2012
- 8) Ministère de la Planification du Développement et de la reconstruction, ***QUIBB***, 2006.

ⁱ Le taux de change était de 1,75 Fbu pour 1 Franc Belge et 1\$US= 86 Fbu selon le Rapport de la BRB (1967).

ⁱⁱ BRB, op. cit. p.12

ⁱⁱⁱ Le Recensement de 2008 ne permet pas de faire des estimations de pauvreté monétaire.